

Tribune

Mieux déconcentrer l'Etat

Avril 2019

Nous plaidons pour une réorganisation des services déconcentrés de l'Etat à la suite du Grand débat national afin de mieux équilibrer les territoires de la République.

A titre d'illustration et dans la Région Centre-Val de Loire (cela vaut pour toutes les régions et les départements), nous proposons que l'Agence régionale de santé (ARS) s'installe à Châteaudun (et/ou au Blanc).

Nous pensons que si certains hauts fonctionnaires qui ont tenu la plume du Plan régional de santé et/ou qui ont été à l'initiative des réorganisations - au cours de ces derniers mois - habitaient davantage dans le monde rural ou bien les petites villes de la Région, ils auraient mis en avant d'autres analyses et mis en œuvre d'autres propositions.

S'ils subissaient un délai de plusieurs semaines (voire plusieurs mois) pour obtenir et avoir un rendez-vous chez un médecin spécialiste ou chez un médecin généraliste, les axes et les orientations n'auraient pas été du tout les mêmes... Si la maternité la plus proche se situait à plusieurs dizaines de minutes, ils n'auraient pas émis ou eu ni le même jugement, ni la même analyse.

Un transfert et un accueil d'un service public déconcentré à Châteaudun (en contrepartie du préjudiciable départ de l'Armée de l'Air) serait judicieux à l'issue du Grand débat national (la ville de Dijon avait par exemple accueilli en contrepartie une école nationale de Gendarmerie à la suite du départ de l'Armée).

=> Nous formons le vœu que les propositions attendues et annoncées dans les jours qui viennent par le Président de la République œuvrent puissamment en ce sens (comme semble le laisser à penser l'article du journal Le Monde, ci-dessous). Car ce sont ces territoires et ces petites villes qui en ont le plus besoin.

Le service public administratif doit se transformer et se (re)rapprocher de ses territoires (et répondre au **principe séculaire de mutabilité** du service public).

Et ainsi que les services déconcentrés de l'Etat aménagent et comprennent au mieux le territoire qu'ils régulent, administrent ou animent. Parce qu'ils y vivent ; qu'ils y ont leur siège ; qu'ils y travaillent.

Lorsque Napoléon crée l'institution préfectorale au début du XIXème siècle, il s'emploie à poser « **des masses de granits sur le sol de France** » (selon ses termes lorsqu'il institue le Corps préfectoral et les institutions civiles (le Lycée, le livret ouvrier, le Code civil...)).

Il en va de même aujourd'hui : il faut « réaménager la France et ses territoires qui souffrent par - au moins (et pas seulement) - les services déconcentrés de l'État ».

Et cela à isocoûts pour les services de l'État, puisque le foncier de leur ville d'arrivée sera moins onéreux. Ils pourront également mieux valoriser le patrimoine foncier de leurs actuels locaux. **Chaque ancien chef-lieu de canton de France doit être concerné.**

Il en va de même pour les grandes administrations centrales à Paris et en Proche Couronne. Celles-ci méritent d'être positionnées – en tout ou en partie - dans les territoires, avec le souci permanent d'équilibrer tous les territoires de notre République (Dordogne, Ardèche, Gers, Nièvre...).

Bref, l'Etat mènera « une politique contra cyclique » sur le plan territorial. Ce qui constitue pleinement son rôle.

Il en va de même pour les autres petites villes et villes moyennes de notre Région et de notre pays.

=> Le SGAR, la DREAL, l'INSEE, la DRAAF, la Direccte, la DRFiP, le Rectorat, la DRJSCS, la DRAC..., et d'autres services déconcentrés de l'Etat pourraient être positionnés aisément (et à un coût moins élevé pour le contribuable français, au vu du prix du foncier peu onéreux dans nos petites villes et nos villes moyennes) à : Saint-Amand-Montrond, Romorantin, La Loupe, Gien, Loches, Valençay, Vendôme, Aubigny-sur-Nère, Sancerre, Pithiviers, La Châtre, Toury, Chinon...

Plus proches du terrain et des territoires qui souffrent, ces services déconcentrés les comprendraient nettement mieux et produiraient par conséquent de meilleurs schémas, axes et propositions pour ces territoires. Les prix et les coûts de la vie seraient certainement mieux perçus ainsi.

Nous avons de nombreux bâtiments (militaires et civils) qui pourraient très largement accueillir ces belles et nobles administrations dans nos territoires.

Car la France n'a jusqu'alors ni réussi sa décentralisation, ni réussi sa déconcentration. Il est temps de rétablir les équilibres.

Fabien VERDIER,
Président du Club Convictions,
Conseiller régional et conseiller municipal de Châteaudun.

Contact : fabienverdier.chateaudun@gmail.com

Sites Internet : www.fabienverdier.com
et www.convictions.tv

Lien : https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/03/26/le-gouvernement-veut-delocaliser-les-fonctionnaires-a-la-campagne_5441413_823448.html?utm_medium=Social&utm_source=Facebook#Echobox=1553674065

#AménagementduTerritoire
#DéveloppementdesTerritoires
#Prix
#Coûtsdelavie
#Administrationdéconcentrée
#Etat
#GDN
#Propositions
#Giletsjaunes
#RCVL
#Terrain
#Villesmoyennes
#Petitesvilles
#Santé
#ServicePublic